

Dominicans
for justice and peace



**DROITS HUMAINS
EN TEMPS DE PANDÉMIE**

Impacts et opportunités
en une période sans précédent

RAPPORT ANNUEL 2020

CONTENU

6
La COVID-19 et le rôle de
surveillance de la société
civile

8
CE QUE NOUS
AVONS ACCOMPLI
EN 2020

23
SONDAGE 2020:
Les résultats

NOUS CONTACTER

DOMINICANS FOR JUSTICE AND PEACE

Siège - Genève
37/39 Rue De Vermont,
C.P. 104, 1211 Genève 20,
Suisse

+41 227794010
contact@un.op.org
www.un.op.org

PRÉPARÉ PAR

LAURENCE BLATTMER

Editeure /Rédactrice

NJ JACOBSON

Créatrice / Editeure de
photos

MONICA MARCO LUC THOMAS SOMME

Directeur/trice de la
rédaction

BENEDICT RIMANDO ANIEDI OKURE

Editeurs de textes

COLLABORATEURS/ TRICES

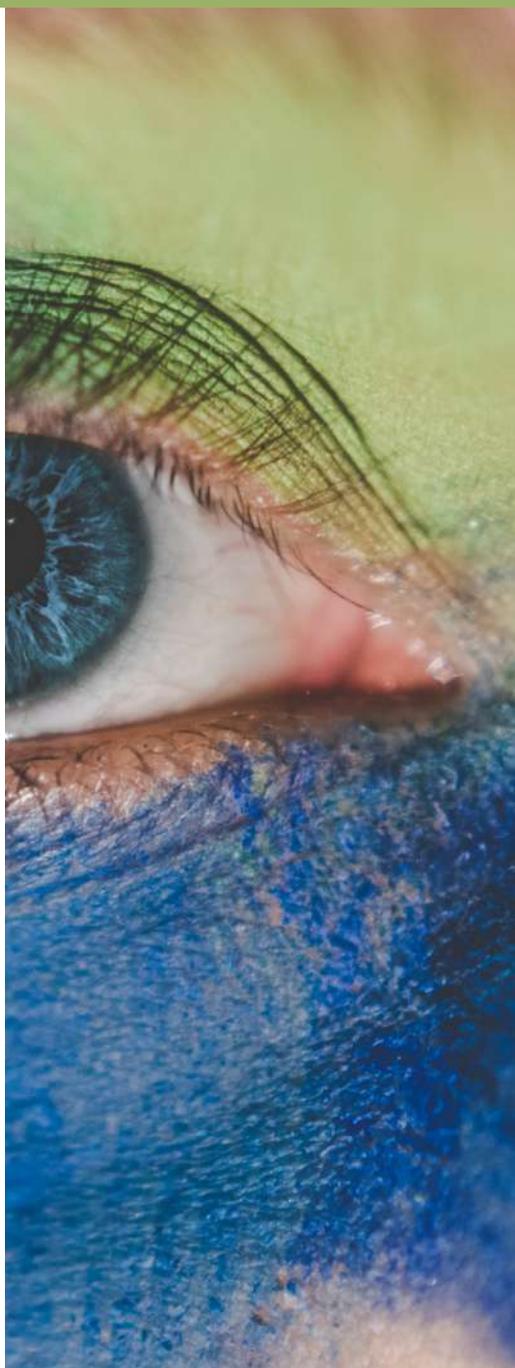
CONSTANCE BINDE
AUGUSTIN WILIWOLI
MIKE DEEB

ABONNEMENTS

S'ABONNER À NOS
BULLETINS
D'INFORMATION :

www.un.op.org

SUIVEZ-NOUS



3

Lettre du Président

Fr. Gerard Timoner, OP

4

Message du fr. Mike Deeb, OP

4

Message du fr. Aniedi Okure, OP

5

À propos de nous

Dominicans for Justice and Peace

25

Ce qu'ils disent

Témoignages de nos partenaires

26

Que se passe t'il en ligne ?

Notre présence sur les réseaux sociaux

27

Rapport financier 2020

28

Notre conseil exécutif

29

Notre équipe

30

Donation

20

PARLONS DE NOS
DÉFENSEUR(E)S DES DROITS
HUMAINS



LETTRE DU PRÉSIDENT

Cher(e)s ami(e)s,

L'année 2020 a été sans précédent, inattendue et inoubliable. Nous avons fait face à des défis imprévus, mais nous avons répondu avec créativité, courage et conviction. Même en temps de pandémie, nous pouvons continuer notre mission de prêcher le royaume de sainteté, de justice et de paix du Christ !

Cette année 2021 est également une année de grâce pour la Famille dominicaine car nous célébrons le 800^{ème} jubilé de l'anniversaire céleste de Saint Dominique (6 août 2021). Cette célébration d'une année a commencé en la solennité de l'Épiphanie (6 janvier 2021) et se terminera en la même solennité (6 janvier 2022). Cela signifie que le début et la conclusion de notre célébration sont un acte d'action de grâce à Dieu pour la grâce de son Épiphanie, sa révélation en tant que **Lumen gentium, "Lumière pour toutes les nations"**.

En cette année jubilaire, le Pape François a offert à la Famille dominicaine une lettre inspirante à l'Ordre, Praedicator Gratiae. Le Saint-Père y affirme que le "témoignage de Saint Dominique sur la miséricorde du Christ et son désir d'apporter son baume guérisseur à ceux qui connaissent la pauvreté matérielle et spirituelle ont inspiré la fondation de votre Ordre et façonné la vie et l'apostolat d'innombrables Dominicains en des temps et des lieux variés. L'unité de la vérité et de la charité a peut-être trouvé sa meilleure expression dans l'école dominicaine de Salamanque, et en particulier dans les travaux du fr. Francisco de Vitoria, qui a proposé un cadre de droit international fondé sur les droits humains universels. Ce cadre a ensuite servi de fondement philosophique et théologique aux efforts héroïques des frères Antonio de Montesinos et Bartolome de Las Casas dans les Amériques, et Domingo de Salazar en Asie, pour défendre la dignité et les droits des peuples autochtones."

Nous sommes reconnaissants envers le Pape François d'avoir affirmé le rôle de la Famille dominicaine, hier et aujourd'hui, dans la mission de l'Église d'apporter la Bonne Nouvelle dans les situations de souffrance.

L'année 2020 a également été une année de transition au sein de la Délégation de l'Ordre auprès des Nations Unies. Je remercie notre fr. Mike Deeb, qui, pendant sept ans, a représenté avec diligence l'Ordre aux Nations Unies et a servi comme Promoteur Général de Justice et Paix. Je remercie également notre fr. Aniedi Okure pour sa disponibilité à servir en tant que Délégué de l'Ordre auprès des Nations Unies dans les années à venir.

Gerard Timoner

FR. GERARD TIMONER, OP
Président

MESSAGE DU FR. MIKE

Au cours de mes 7 années en tant que Directeur de Dominicans for Justice and Peace, j'ai eu le privilège d'assister à la consolidation de la présence de l'Ordre dominicain aux Nations Unies à Genève et de plus en plus à Vienne et à Nairobi. Cela s'est manifesté par

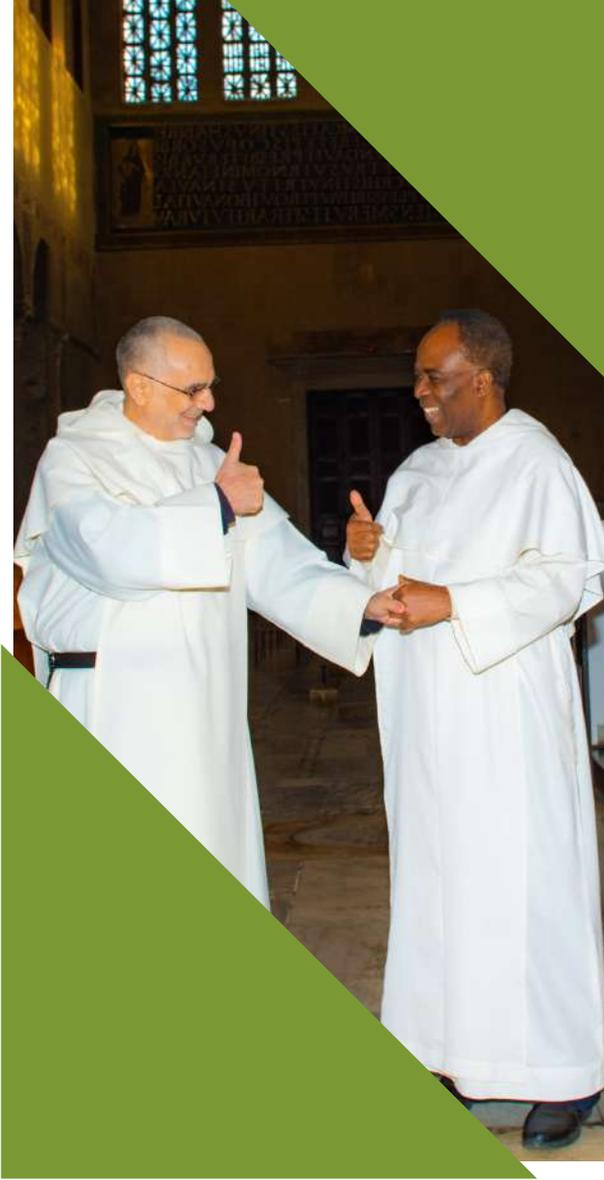
- des partenariats soutenus pour promouvoir les droits humains et la justice environnementale avec les dominicain(e)s sur le terrain,
- un plaidoyer plus ciblé dans les mécanismes de l'ONU pour soutenir les initiatives locales,
- une plus grande visibilité de notre travail, notamment au cours de ma dernière année, grâce au renforcement de nos capacités en communication et en collecte de fonds,

- une plus grande participation de la Famille dominicaine au niveau mondial, pour soutenir ces efforts, considérés de plus en plus comme une partie intégrante de la mission mondiale de l'Ordre.

Aujourd'hui, avec un nouveau directeur expérimenté et créatif et une équipe solide, je me réjouis de voir dans les années à venir une plus grande synergie et un plus grand impact dans la contribution à la justice et à la paix dans notre monde, et ainsi remplir une partie importante de la mission de l'Ordre.

Mike Deeb

FR. MIKE DEEB, OP



MESSAGE DU FR. ANEIDI

L'appel à servir la Famille dominicaine en tant que Promoteur Général de Justice et Paix et Délégué Permanent auprès des Nations Unies est à la fois une marque de confiance et un défi. Comme première étape nécessaire, je m'engage à connaître les réalisations de la Délégation au fil des ans, afin de mieux comprendre les divers contextes dans lesquels la Famille dominicaine rend service à l'humanité dans 120 pays, et les défis auxquels elle est confrontée.

Puis, avec l'équipe, nous travaillerons à renforcer la coopération au sein de la Famille et avec d'autres qui ont une

mission similaire. L'union fait la force. Un proverbe africain nous rappelle que

"lorsque les toiles d'araignées s'unissent, elles peuvent ligoter un lion". Dieu a béni la Famille dominicaine avec un riche héritage, une abondance de talents et une richesse d'expertises et d'expériences dans différents domaines.

En collaboration, nous exploiterons tous ces dons pour générer des moyens innovants et efficaces afin de répondre aux défis modernes et donner de meilleurs résultats.

Aniedi Okure

FR. ANIEDI OKURE, OP



À PROPOS DE NOUS: DOMINICANS FOR JUSTICE AND PEACE

Notre vision et mission

Dominicans for Justice and Peace [ci-après "la Délégation"] se consacre au rayonnement de la Bonne Nouvelle de justice et de paix dans le monde concrétisée dans les enseignements sociaux de l'Église catholique et qui fait partie intégrante de la mission de l'Ordre dominicain. Elle vise à assurer la liaison avec les membres de la Famille dominicaine dans le monde entier ainsi qu'avec d'autres partenaires de la société civile,

en les encourageant et en les formant à plaider pour la promotion et la protection des droits humains pour tous et toutes aux niveaux local, national et international. En travaillant avec des partenaires dans le monde entier, des grandes villes aux régions les plus isolées, Dominicans for Justice and Peace assure une visibilité unique de leurs actions à l'ONU et joue ainsi un rôle distinctif au niveau international et sur le terrain.

COVID-19 ET LE RÔLE DE SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La propagation rapide de la maladie et les mesures prises pour l'enrayer dans le monde entier ont particulièrement touché les populations les plus vulnérables.

Depuis des décennies, voire des siècles, les épidémies et les pandémies suscitent des questions éthiques sur la manière de contrôler adéquatement la transmission d'une maladie. Les considérations éthiques relatives aux mesures de santé publique obligent les États à trouver un équilibre délicat entre la réduction de la propagation du virus par des mesures restrictives (par exemple, le confinement et l'interdiction de voyager) et le respect des droits fondamentaux. Et pourtant, l'année 2020 et sa pandémie de Covid-19 ont porté atteinte aux droits humains d'une manière sans précédent. L'adoption de lois discriminatoires, le harcèlement et l'usage disproportionné de la force par les agents des États, les restrictions inutiles de la liberté de la presse, l'accès refusé aux services de santé, à la sécurité sociale, à l'eau et à l'assainissement, aux informations cruciales, etc. ne sont que quelques-uns des abus commis dans le contexte de la pandémie. La crise a creusé les inégalités sociales existantes et a déstabilisé les programmes sanitaires et sociaux déjà affaiblis par des années de sous-investissement. Dans ce contexte, la Délégation était consciente qu'il était absolument fondamental d'être vigilant en cette période.



LE MONDE DE LA PANDEMIE

Il était clair que les acteurs de la société civile avaient un rôle essentiel à jouer dans le suivi et la documentation de la mise en œuvre par les États de leurs obligations internationales en matière de droits humains. La Famille dominicaine et ses partenaires ont été parmi ceux aux premiers rangs de la lutte, aidant les populations les plus démunies et dénonçant les violations des droits humains. Grâce à des communications régulières, Dominicans for Justice and Peace a fait entendre à l'ONU leur voix critique sur le bilan des droits humains dans plusieurs pays.

Les garanties démocratiques étant restreintes dans de nombreux pays, il était primordial de s'assurer que les nouvelles plateformes en ligne fournies par l'ONU permettent à la société civile de surveiller et de dénoncer de manière sûre et efficace les violations des droits humains. Par le biais de nombreuses déclarations écrites conjointes, la Délégation a veillé à ce que cette condition fondamentale soit entendue dans les discussions à l'ONU.

Si cette crise a mis en évidence les faiblesses des systèmes sociaux et économiques, elle a également montré l'interconnexion des sociétés et de chaque individu. La société civile a joué un rôle fondamental en rappelant aux gouvernements que personne ne peut être laissé pour compte.

**“L'HISTOIRE NOUS MONTRE QUE LORSQUE LES GOUVERNEMENTS
NOUS FONT DÉFAUT, LES CITOYENS SE MOBILISENT,
CONSTRUISENT DES ORGANISATIONS ET DES RÉSEAUX,
AFFRONTENT LA CULTURE DOMINANTE ET APPORTENT DES
TRANSFORMATIONS QUI CONSTITUENT UN HÉRITAGE SOLIDE EN
MATIÈRE DE DROITS ET DE LIBERTÉS POUR LES GÉNÉRATIONS
FUTURES.”**

Laurence Blattner, Coordinatrice de programme, citée dans le Dossier spécial
avril-mai 2020 de la Fédération universelle des associations chrétiennes
d'étudiants (FUACE).





CE QUE NOUS AVONS ACCOMPLI EN 2020

La crise sanitaire a eu un impact sur le travail quotidien et les projets de la Délégation, comme cela n'avait jamais été le cas auparavant. Tous les voyages prévus pour rencontrer les partenaires et les former sur le terrain ont été annulés. De nombreux examens des Nations Unies ont été reportés ou leur méthodologie de travail a été radicalement modifiée. Néanmoins, grâce à sa capacité à s'adapter rapidement du fait de sa petite structure, la Délégation a réussi à réaliser une bonne partie de son plan d'action à travers ses programmes de plaidoyer, de formation et d'engagement académique.

Renforcer les capacités des réseaux dominicains travaillant pour la justice et la paix et des défenseur(e)s des droits humains

Le renforcement des capacités des dominicain(e)s et de leurs partenaires sur le terrain a toujours été un pilier d'action de la Délégation. Dans le contexte de la crise sanitaire, sociale et économique, il est devenu encore plus urgent pour Dominicans for Justice and Peace de proposer des formations sur les droits humains. Avec les interdictions de voyager et les restrictions de mouvement, l'équipe a rapidement dû trouver des alternatives aux formations en personne. Les sessions en direct sur Zoom sont devenues une solution viable. Grâce à l'Université dominicaine Domuni, qui a fourni un accès à la plateforme d'apprentissage en ligne Moodle, la Délégation a également commencé à développer des formations en ligne.

RDC

En République démocratique du Congo (RDC), Dominicans for Justice and Peace a organisé pour la première fois une formation hybride sur les techniques d'enquête sur les droits humains dans le secteur minier. La formation, qui s'est tenue sur Zoom, a réuni avec succès pendant 3 jours un groupe de 10 participant(e)s à Isiro, 2 formateurs à Kinshasa et 1 participant à Kisangani. Suite à cette formation, 2 participants ont répliqué la formation dans une zone isolée du nord du pays.

Grâce à la formation dispensée en RDC, les enquêteurs nouvellement formés ont pu organiser des missions d'enquête dans les mines artisanales et ont découvert des conditions inhumaines et une violence extrême à l'encontre des enfants travaillant dans la mine.

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Délégation a organisé, conjointement avec le CICG, ERI et FMSI, sa toute première formation en ligne. La formation a permis aux participants de se préparer à l'Examen Périodique Universel (EPU) et a fourni des informations clés sur la façon de construire un plan de plaidoyer.



CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire, la Délégation a renforcé les capacités de 23 dominicain(e)s et partenaires travaillant sur la justice juvénile à travers une formation en ligne Moodle suivie d'une formation en personne. La formation a couvert le cadre légal de la justice juvénile en Côte d'Ivoire ainsi que les aspects techniques du travail de suivi et de plaidoyer. Une section spéciale a également été consacrée aux mécanismes de l'ONU à Vienne traitant de la justice juvénile.

Impacts concrets:

✓ Dominicans for Justice and Peace a formé 47 dominicain(e)s et partenaires à la collecte d'informations, au suivi et au plaidoyer.

✓ 5 participant(e)s en RDC sont devenu(e)s eux-mêmes formateurs/trices

“

La formation sur la collecte des informations relatives aux abus des droits humains m'a personnellement permis de maîtriser le code et les règlements miniers de la RDC, spécialement les dispositions relatives à la protection des droits humains."

FR. AUGUSTIN WILIWOLI, FRÈRE DOMINICAIN ET COORDONNATEUR NATIONAL JUSTICE ET PAIX POUR LA FAMILLE DOMINICAINE EN RDC



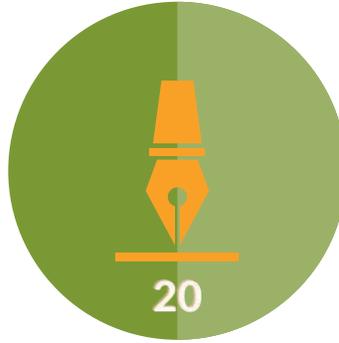
“

La formation a été très bénéfique. Elle nous a donné les outils nécessaires pour comprendre le Projet Justice Juvénile (PJM). Ces outils nous ont permis de préparer les guides de questionnaires, de traiter les informations récoltées sur le terrain, de les analyser et de rédiger le rapport PJM"

CONSTANCE BINDE, DOMINICAINE LAÏQUE ET MEMBRE DE LA COMMISSION JUSTICE ET PAIX EN CÔTE D'IVOIRE



4 rapports sur des situations de pays soumis aux mécanismes de l'ONU



20 questions proposées par Dominican for Justice and Peace adoptées par les Organes de Traités de l'ONU



6 déclarations lues & 15 co-signées



Faire entendre la voix des victimes et des défenseur(e)s locaux à l'ONU

- La Délégation a mobilisé la Famille dominicaine des **Îles Salomon** pour la rédaction d'un rapport conjoint de l'EPU, avec Franciscans International et Society of St Francis, portant sur les impacts des activités d'exploitation forestière sur les droits humains. Lors de la 43e session du Conseil des Droits de l'Homme (CDH), la Délégation a fait une déclaration lors de la présentation du rapport annuel du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'environnement. La déclaration a mis en évidence les effets négatifs de l'exploitation forestière sur les droits humains dans les îles Salomon ainsi qu'en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**.
- À l'occasion des élections au Conseil des Droits de l'Homme pour la période 2021 - 2023, pour lesquelles le **Mexique** et la **Côte d'Ivoire** étaient candidats, la Délégation s'est engagée avec des partenaires mexicains et ivoiriens à accroître la pression sur les États candidats afin qu'ils s'engagent publiquement à améliorer leur bilan en matière de droits humains.

“Nous constatons la persistance du travail des femmes enceintes et des enfants dans les mines artisanales dans des conditions déplorables.” Déclaration orale lors du dialogue interactif sur la RDC, 45ème session du CDH



- Aux **Philippines**, la Délégation a mobilisé les comités thématiques, créés lors de sa formation aux droits humains de 2019, afin de recevoir des informations actualisées et critiques sur les droits civils et politiques dans le pays. Un rapport pour le Comité des droits civils et politiques de l'ONU a ensuite été préparé.
- Lors de l'adoption du rapport EPU sur la **Côte d'Ivoire** à la 43e session du CDH, la Délégation a partagé, avec le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE), des messages clés provenant des partenaires sur le terrain en matière de justice juvénile.

Dans la seule région du sud-est de la RDC, 40 000 enfants travailleraient dans des mines artisanales.

- Tout au long de l'année, la Délégation a accompagné 17 défenseur(e)s en RDC dans leur plaidoyer national et international afin d'amplifier l'impact de leur combat pour la bonne gouvernance dans le secteur minier. Elle a co-organisé un webinaire sur le sujet, qui a attiré plus de 100 personnes provenant de la société civile, des Etats et de l'ONU. La Délégation a également coproduit un document de plaidoyer qui a été partagé à l'ONU pendant les négociations sur la résolution de la RDC ainsi qu'avec les missions permanentes à Genève. Une déclaration orale a été faite lors de la 45ème session du Conseil des Droits de l'Homme. Des recommandations clés ont également pu être partagées avec le Ministre des Droits de l'Homme de la RDC, M. André Lite, lors d'une réunion bilatérale. Enfin, la Délégation a participé activement à la 66ème pré-session du Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, au cours de laquelle une liste de questions relatives aux droits humains pour la RDC a été adoptée. Près de la moitié des questions proposées par Dominicans for Justice and Peace ont été prises par le Comité et transmises à la RDC.



"Il y a une urgence sanitaire au centre de détention d'Akpro-Misséréti à laquelle les autorités [du Bénin] doivent répondre." Appel urgent, avril 2020



Le 17 août 2020, sur l'île de Negros aux Philippines, des hommes armés non identifiés ont abattu Zara Alvarez, défenseure des droits humains et partenaire de la Délégation.

- La Délégation s'est également saisie d'un cas nécessitant une action urgente au **Bénin** dans le contexte de la montée de la Covid-19 dans le pays. Elle a envoyé un appel urgent au Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire et au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression, informant les experts d'un cas de détention arbitraire et partageant ses préoccupations sur la situation sanitaire alarmante de la prison d'Akpro-Misséréti.



"Le gouvernement [du Cameroun] continue de minimiser la gravité de la crise" Document de plaidoyer distribué aux missions diplomatiques

- Compte tenu des violations continues des droits humains commises au **Cameroun**, Dominicans for Justice and Peace a constamment appelé le Gouvernement à mettre fin à la crise par un dialogue constructif et inclusif et à assumer sa responsabilité de protéger ses citoyens.
- La Délégation a collaboré dans la soumission d'un rapport conjoint de l'EPU sur l'**Australie**, avec la participation des dominicain(e)s sur le terrain. Le rapport contient des recommandations claires pour faire respecter les droits des groupes vulnérables, notamment les jeunes, les peuples autochtones, les réfugiés, les demandeurs d'asile, les victimes du changement climatique et les victimes de la traite des êtres humains.

Promouvoir la justice environnementale, dénoncer les abus commis par les entreprises

Les maladies zoonotiques, qui passent de l'animal à l'homme, constituent aujourd'hui une grande partie des maladies infectieuses nouvellement identifiées, comme c'est le cas pour la Covid-19. Comme l'a mentionné le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains et l'environnement, "la déforestation, l'agriculture industrielle, le commerce illégal d'espèces sauvages, le changement climatique et d'autres types de dégradation de l'environnement augmentent le risque de futures pandémies". Cette crise sanitaire sans précédent a mis en évidence qu'un environnement sain est essentiel à la santé humaine et à l'épanouissement des sociétés. La dégradation de l'environnement par les grandes industries et les impacts considérables du changement climatique sur les groupes vulnérables constituent des préoccupations majeures de la Famille dominicaine dans le monde entier. La Délégation a continué à soutenir le travail des dominicain(e)s et des partenaires engagés sur ces questions tout au long de l'année.



La communauté autochtone Q'eqchi' lutte contre les projets Oxec au Guatemala

Copyright: Colectivo MadreSelva

Demander justice et retrouver la dignité face aux abus commis par les géants du sucre

L'année 2020 a marqué une étape importante vers la justice et la responsabilisation des entreprises sucrières en République dominicaine et aux États-Unis. Le 27 janvier 2020, quelque 24 hommes, femmes et enfants de la République dominicaine ont entamé une procédure judiciaire devant le tribunal de district de Floride pour demander justice et indemnisation à Central Romana Corporation Ltd. et à sa société mère, Fanjul Corporation, pour leur expulsion illégale et violente de leur maison en janvier 2016. Depuis le début, la Délégation a soutenu les victimes dans leurs efforts incessants pour obtenir justice.

“Deux douzaines de familles de la République dominicaine accusent l'un des plus puissants producteurs de sucre du département de Palm Beach d'avoir utilisé des voyous pour les forcer à quitter leur domicile sous la menace des armes et détruire leur maison et leurs biens.” - The Palm Beach

Post



EXPULSIONS

DÉCLARATIONS

Les sessions du Conseil des Droits de l'Homme ont permis à la Délégation de transmettre des messages clés sur la justice environnementale. Avec le Forum interreligieux de Genève (GIF) sur le changement climatique, l'environnement et les droits de l'homme, la Délégation a livré des déclarations et a fait pression sur les États pour qu'ils établissent un nouveau mandat de Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et le changement climatique. La protection des droits humains contre les impacts des crises environnementales, climatiques et de la Covid-19 est également devenue une préoccupation importante de la Délégation et a fait l'objet d'une série de 3 webinaires organisés conjointement avec le GIF en juin. Le fr. Neil Mitchell OP a fourni des éléments de réflexions clés dans le panel du 2ème webinaire. Enfin, la Délégation a participé à la rédaction d'une déclaration pour la préparation de la 5ème session de l'Assemblée environnementale des Nations Unies à Nairobi.



Dénoncer l'absence de consultation des peuples autochtones dans le cadre de projets hydroélectriques au Guatemala

Oxec est un complexe hydroélectrique qui comprend Oxec I et Oxec II (actuellement en exploitation) et Oxec III (appel d'offres et en cours de construction). Les partenaires au Guatemala ont constaté qu'à aucun moment des 3 projets, et à aucune étape de l'appel d'offres, de la construction ou de l'exploitation, le Gouvernement n'a consulté les communautés, conformément aux exigences du droit international des droits humains et des traditions des peuples autochtones. En outre, les études d'impact environnemental pour chacun des processus de mise en œuvre n'ont pas été portées à la connaissance des communautés. Les dominicain(e)s et leurs partenaires ont soutenu les communautés autochtones qui se sont fermement opposées à ces projets, notamment Bernardo Caal, leader autochtone qui résiste pacifiquement à l'imposition des projets Oxec I et Oxec II depuis de nombreuses années. En 2018, Bernardo a été incarcéré arbitrairement et risque une peine de plus de 7 ans d'emprisonnement. Dans ce contexte, avec des ONG internationales, Dominicans for Justice and Peace a soutenu le combat des partenaires locaux en assurant à l'affaire une visibilité à l'ONU par la soumission d'un rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Développer des réflexions globales sur la justice et la paix au sein des institutions académiques dominicaines



Le nouveau programme d'engagement académique de Dominicans for Justice and Peace a pu commencer ses travaux malgré les limitations apportées par la pandémie de Covid-19. S'il n'a pas encore été possible de programmer d'événements en présence physique, la réflexion sur une série de dix tensions entre droits humains a toutefois pu être lancée et fait l'objet d'une diffusion bimestrielle qui se poursuivra jusque mi-2022. Selon le thème abordé ce sont des promoteurs de justice et paix, régents des études, frères enseignants, frères étudiants, laïcs engagés dans la présence de la Délégation à l'ONU, sœurs, qui réagissent et apportent leurs commentaires et leurs compléments. La même variété se retrouve quant à la mobilisation des régions géographiques : Afrique, Amérique du Sud, Asie... Les acteurs de terrain, déjà concernés par les thématiques, réagissent volontiers, davantage que ceux qui sont engagés dans une tâche intellectuelle de type académique. Dans le cadre de la mise en œuvre du dernier chapitre général, le Maître de l'Ordre dominicain a constitué un groupe de travail sur le « processus de Salamanque » qui s'emploie à mettre en relation l'engagement sur le terrain et la réflexion intellectuelle. La coordination du programme académique y est présente de droit car elle est en première ligne de cette ambition.

Soulignant l'impact de la crise de Covid-19, les événements virtuels et les webinaires ont fourni en 2020 les seules opportunités de partage d'informations et de discussion ouverte. Désireux de ne pas laisser dans l'oubli les partenaires nationaux impliqués dans divers travaux de défense des droits humains, Dominicans for Justice and Peace a lancé une série de conversations en fin d'année 2020. Ces conversations ont permis le partage d'expériences et l'échange d'idées sur diverses questions touchant les pays cibles de la Délégation, notamment les conséquences du changement climatique, l'exploitation des ressources naturelles entraînant des déplacements forcés et divers abus, ainsi qu'une multitude d'autres questions relatives aux droits humains. Exacerbant la situation des plus vulnérables, la pandémie de Covid-19 et l'approche musclée de certains gouvernements n'ont fait qu'accroître la souffrance des pauvres. Ne voulant pas que les questions relatives aux droits humains soient mises de côté, la Délégation a organisé cette série de conversations afin de souligner que, malgré les défis pressants de notre époque, la dignité humaine fondamentale ne doit pas être oubliée et les voix des défenseur(e)s des droits humains doivent pouvoir résonner haut et fort.

Série de conversations de fin d'année 2020

Dominicans
for justice and peace

Year-End Conversations Series

LET'S TALK ABOUT HUMAN RIGHTS

In Celebration of International Human Rights Day

Join us for a special conversation with the outgoing Director of Dominicans for Justice and Peace and Permanent Delegate of the Order of Preachers to the United Nations, Fr. Mike Deeb, OP

Opens the first human rights conversations series, a year-ender campaigns of talks with human rights defenders and practitioners within the family of the Order of Preachers, commonly known as the Dominicans.

December 10, 2020
3:30 PM to 4:00 PM

Register at un.op.org

Dominicans
for justice and peace

Year-End Conversation Series

LET'S TALK ABOUT CLIMATE CRISIS

THE CASE OF THE PHILIPPINES

Join Us for a Panel Conversation with our Philippine Partners: Fr. Jun Sipalay, Sr. Teresa Dagdag, Fr. Victor Calvo And Asst. Prof. Froilan Alipao

DEC 19 | 2:30 PM (CENTRAL EUROPEAN TIME)
ZOOM REGISTER AT UN.OP.ORG

Dominicans
for justice and peace

Dominicans
for justice and peace

Year-End Conversation Series

HABLEMOS DE EMPRESAS Y DERECHOS HUMANOS

EL CASO DE DESALOJOS EN REPUBLICA DOMINICANA

21 DE DICIEMBRE
3 PM EUROPA CENTRAL | 10 AM REPUBLICA DOMINICANA
ZOOM.
REGÍSTRASE EN UN.OP.ORG

CONVERSACIÓN CON FR. MIGUEL ÁNGEL GULLÓN OP

Dominicans
for justice and peace

Year-End Conversation Series

PARLONS DES DROITS HUMAINS DANS LE SECTEUR MINIER

LE CAS DE LA RD CONGO

Rejoignons en Conversation: Fr. Augustin Wiliwili OP, Sr. Celestine Sumanende OP, Innocent Madrandele OP sur le droits des enfants et des femmes dans le secteur minier en RDC

29 décembre 2020
14h30 (TU+1), ZOOM
Inscrivez-vous sur un.op.org

Sr.
Noelle
Giniman
gimi

“Pour les femmes, nous pouvons entreprendre un plaidoyer multidimensionnel avec des organismes qui peuvent les prendre en charge et les aider à créer des moyens de subsistance au lieu de se retrouver dans des zones minières où elles subissent toutes sortes de violations.”



Fr.
Napoleon
Sipalay,
OP

“Cet appel à la préoccupation climatique est très important... J'espère que nous pourrons mobiliser tous les dominicain(e)s pour nous soutenir dans cette entreprise.”

Fr.
Miguel
Angel
Gullón,
OP

“Le soutien de la Famille dominicaine aux niveaux national et international a été très important.... L'Eglise est présente, et pas seulement l'Eglise catholique - les différentes églises - évangéliques, pentecôtistes, chrétiens - parce que c'est la lutte de tous et que Dieu est le même pour tous...”



Asst.
Prof.
Froilan
Alipao

“La Famille dominicaine doit relever le défi du renforcement des programmes [de lutte contre le changement climatique] dans nos différentes institutions et notamment au sein des congrégations.”

Fr.
Victor
Calvo, OP

“Les premières victimes des dévastations environnementales sont les pauvres.”





PARLONS DE NOS DÉFENSEUR(E)S DES DROITS HUMAINS

DÉFENSEUR(E)S INTERVIEWÉ(E)S

Donovan Ortega, Agent de plaidoyer international auprès de CDH Vitoria
Sr. Célestine Sumanende, soeur dominicaine
Fr. Dominique Dossou, frère dominicain
Sr. Teresa Dagdag, soeur dominicaine

1

Donovan

DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS À MEXICO CITY,
MEXIQUE

Comment vous êtes-vous engagé dans ce type de travail ?

J'ai toujours été intéressé par les causes sociales. J'ai commencé à travailler pour la défense des droits des enfants et d'autres groupes vulnérables, et c'est là que j'ai compris ce que je voulais faire pour le reste de ma vie. Chez CDH Vitoria, j'ai trouvé un espace dans lequel la justice est le guide de nos actions pour la recherche d'autres mondes possibles.

Être un défenseur des droits humains est un mode de vie, où la chose la plus importante sera toujours la dignité des personnes et leurs droits. Je suis passionné par la construction d'un réseau pour le changement, malgré le manque de réponse et d'empathie des autorités et le discours stigmatisant à l'encontre des organisations de la société civile et des défenseur(e)s des droits humains.



2 Célestine

DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS À ISIRO,
RDC

Quelle est votre plus grande réussite et votre plus grand regret dans votre travail ?

Notre succès dans ce que nous faisons vient des différentes formations données par Dominicans for Justice and Peace et le travail en synergie nous a permis de faire de bons diagnostics sur les causes de la présence des enfants et des femmes dans les mines en RDC. Notre regret est que pour l'instant, nous ne faisons que constater les faits et n'avons pas encore pu prendre des mesures concrètes pour aider ces groupes à sortir efficacement de cette situation.



3 *Dominique*

DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS À
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE

Qu'est-ce qui vous inspire dans le travail pour le changement social ?

Mon inspiration à travailler pour le changement social est basée sur cette parole biblique: «donnez-leur vous-mêmes à manger» (Marc 6,37). En effet, pour aller bien, le monde a besoin de changement, d'actions à réaliser. Mais parfois personne n'ose. C'est donc la conscience de ne pouvoir changer véritablement le monde qu'en œuvrant pour celui-ci qui me pousse à travailler pour le changement social.

4 *Teresa*

DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS À
BAGUIO, PHILIPPINES

Comment vous êtes-vous impliquée dans l'éducation écologique ?

L'éducation écologique est notre domaine de travail pour sauvegarder le droit humain collectif à un environnement sain. Aux Philippines, nous avons connu la tragédie climatique la plus désastreuse à Leyte en novembre 2013, causant la mort d'au moins 6 000 personnes et la destruction de biens.

Depuis 2013, le sanctuaire écologique Maryknoll, Baguio City a initié un forum annuel d'une semaine sur le changement climatique. En 2018, nous avons donné naissance à un groupe d'action sur le changement climatique qui a organisé un processus d'éducation à l'action à l'échelle de la ville, dans les écoles, les églises et auprès des représentants du gouvernement local. Nous avons également fait pression sur le conseil municipal pour qu'il adopte une résolution visant à observer une semaine annuelle sur le changement climatique.

Après le confinement dû à la Covid-19, le Comité dominicain sur l'environnement a organisé une série de webinaires éducatifs axés sur "Laudato Si" pour l'éducation et la conversion écologiques.



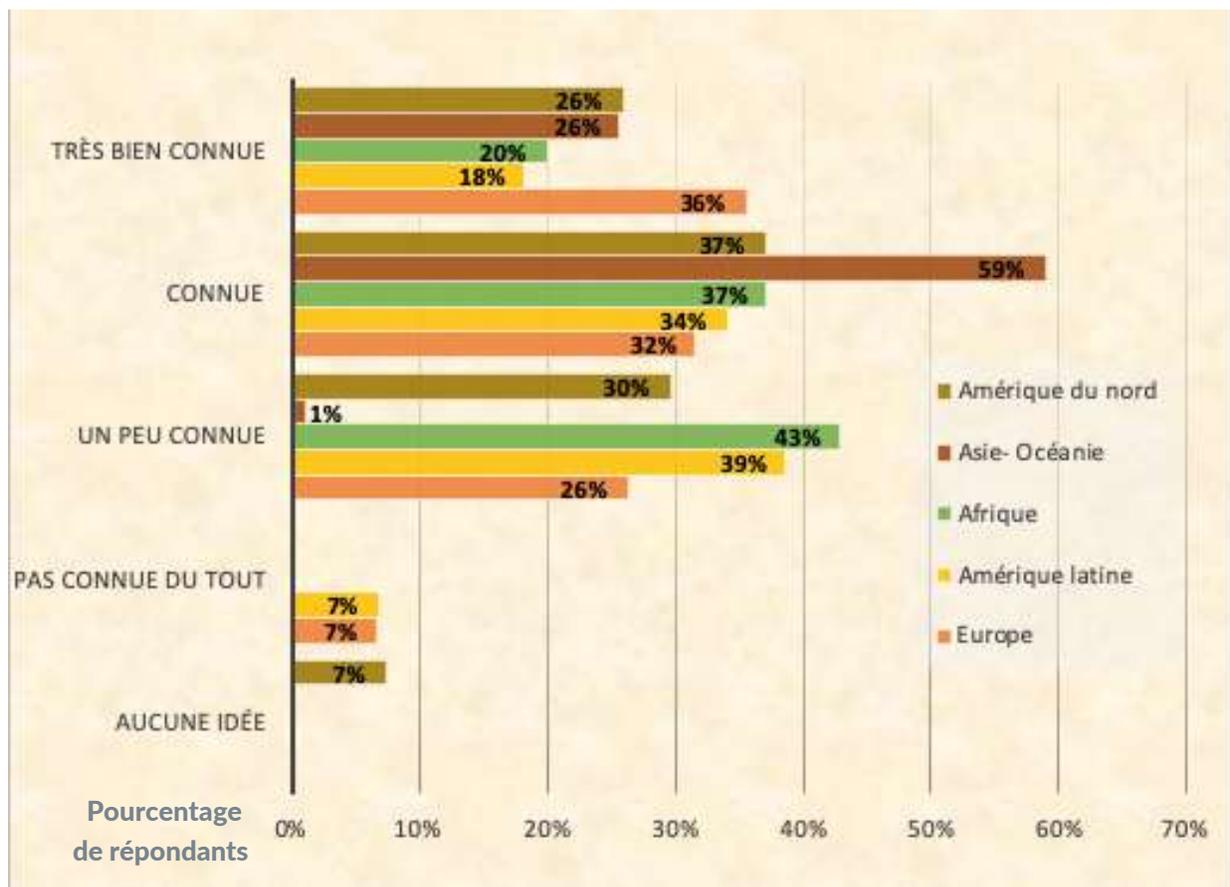
Sondage 2020 : Les résultats

Un sondage visant à évaluer le niveau de connaissance, l'orientation et l'impact du travail de la Délégation a été mené entre août et septembre 2020. Des informations et conseils importants et utiles ont été recueillis auprès des personnes interrogées dans le monde entier pour orienter les activités de la Délégation et accroître leur visibilité.



Les acteurs de la société civile se sentent soutenus par la communauté internationale, grâce au travail de Dominicans for Justice and Peace" – de la RDC

DANS QUELLE MESURE L'ASSOCIATION EST-ELLE CONNUE?



"... Vous avez une expérience prometteuse en matière de formation aux droits de l'homme et de suivi des recommandations de l'ONU. Cela pourrait-il être votre valeur ajoutée dans le réseau confessionnel ou catholique ?"

- de la Suisse



Je suis très heureux qu'ils soient présents et visibles dans le travail international sur les droits de l'homme - de l'Allemagne



"Parce que Dominicans for Justice and Peace a soutenu l'éducation environnementale/écologique ainsi que l'éducation sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, ce soutien a amélioré notre travail pour ces ministères qui sont une partie substantielle de notre travail. " - des Philippines



Personnellement, je me suis senti accompagné... Nous avons reçu les lignes d'action de la réunion de Salamanque et elles nous ont guidés dans notre travail, au moment de l'action et de l'impact sur les communautés... - du Venezuela



"Je suis très heureux d'entendre parler de l'engagement de l'Ordre à travers Dominicans for Justice and Peace et, en tant que laïc dominicain qui a consacré sa vie personnelle et professionnelle à ces questions, je suis naturellement très fier de l'existence d'un tel projet."

- du Mexique

"Dominicans for Justice and Peace poursuit la grande tradition de l'Ordre - la défense des droits et de la dignité de la personne humaine créée à l'image de Dieu. Cela fait partie intégrante de la prédication. Je suis ravi que l'Ordre des Prêcheurs se concentre sur ce ministère."

- DES ETATS-UNIS

CE QU'ILS DISENT

Témoignages des partenaires

“Dominicans for Justice and Peace et Franciscains International sont deux ONG confessionnelles qui font constamment entendre la voix des victimes et des communautés affectées aux Nations Unies. Nous continuons à faire des déclarations publiques au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU sur des questions telles que les défenseur(e)s des droits humains, le changement climatique, la justice environnementale et les droits des peuples autochtones. Nous saluons le travail de plaidoyer de Dominicans for Justice and Peace, car il est très important pour l'amélioration des droits humains.”

**MARKUS HEINZE,
DIRECTEUR DE FRANCISCANS
INTERNATIONAL**



“

Je suis extrêmement reconnaissante, tout comme les 60 familles qui ont été expulsées par Central Romana en 2016, pour le grand soutien que nous avons reçu de Dominicans for Justice and Peace, car grâce à cette organisation, notre cri a été connu du monde entier.

Claribel Alvarez, victime d'expulsions forcées et défenseure des droits humains à El Seybo, République dominicaine.

”

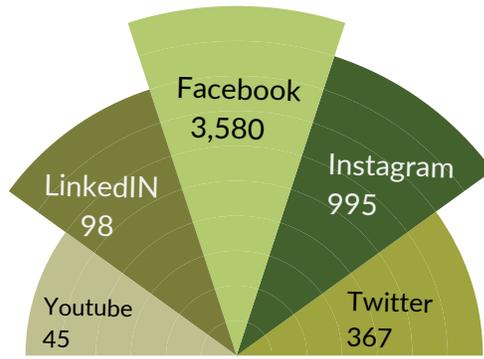
— “

Dominicans for Justice and Peace joue un rôle clé en portant la voix des défenseur(e)s des droits humains du monde entier à la table des Nations Unies. Notre bonne collaboration à Genève au fil des ans a permis de faire un plaidoyer fort et éclairé en faveur des droits humains à l'ONU, renforçant ainsi le travail de cette institution internationale.

Emilio Pin Godos, Conseiller en droits de l'homme, Mission permanente de l'Espagne à Genève

” —

Que se passe t'il en ligne?



Notre audience



Base de données Mailchimp



Facebook

Identifiant: @unopdominicans
 Abonné(e)s: 3,580
 Croissance: 68%
 Actif depuis 2011



Twitter

Identifiant: @unopdominicans
 Abonné(e)s: 367
 Croissance: 68%
 Actif depuis 2014



Instagram

Identifiant: @unop_dominicans
 Abonné(e)s: 995
 Croissance: 77%
 Actif depuis 2020



Linkedin

Identifiant: @unopdominicans
 Abonné(e)s: 98
 Croissance: 68%
 Actif depuis 2020



Youtube

Identifiant: @unopdominicans
 Abonné(e)s: 45
 Croissance: 68%
 Actif depuis 2020



Rapport financier

2020

Dominicans for Justice and Peace
(Order of Preachers)

1er janvier 2020 au 31 décembre 2020

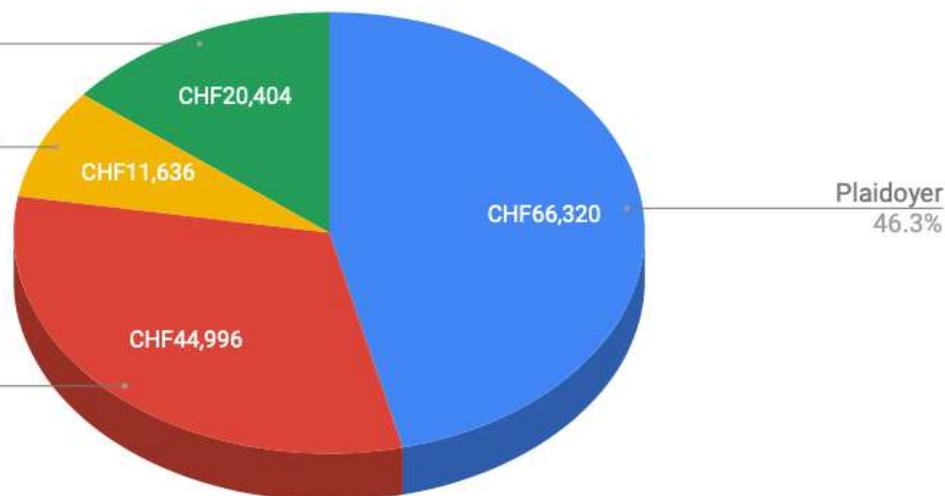
	2019	2020
REVENUS		
Fonds	98,794.45	161,024.55
Intérêts	181.66	53.20
Total REVENUS	98,976.11	161,077.74
DEPENSES PROGRAMMES		
Plaidoyer	52,647.40	66,320.50
Formation	56,187.31	44,995.98
Engagement académique	0,00	11,635.74
Total PROGRAMMES	108,834.71	122,952.21
FRAIS ADMINISTRATIFS	27,184.81	20,404.30
TOTAL DEPENSES	136,019.52	143,356.51
Revenus net	(37,043.41)	17,721.23

Dépenses 2020

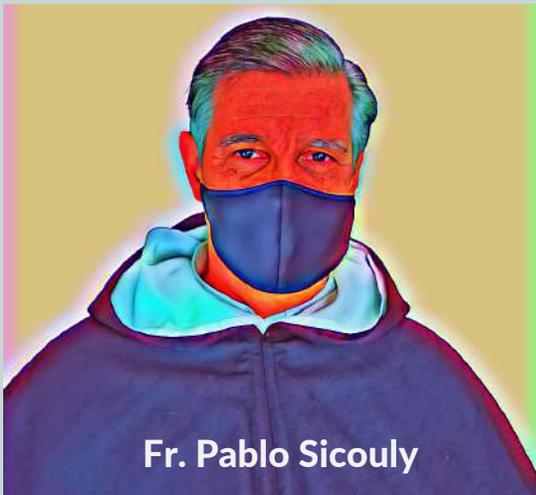
Administration
14.2%

Engagement académique
8.1%

Formation
31.4%



CONSEIL EXECUTIF



MERCI ! Dominicans for Justice and Peace tient à remercier les Sœurs dominicaines Racine, avec l'aide de la Fondation dominicaine internationale (IDF), pour leur généreuse contribution qui a permis de soutenir le travail de la Délégation ainsi que Domuni pour avoir fourni un espace sur leur plateforme Moodle ! La Délégation tient également à remercier le fr. Scott Steinkerchner OP et Mme Claire Poncet qui ont généreusement donné de leur temps, énergie et leur bonne humeur tout au long de l'année 2020.

L'EQUIPE



Fr. Mike Deeb,
Directeur sortant



Fr. Aniedi Okure,
Directeur



Laurence Blattmer,
Coordonnatrice
programme



Benedict Rimando,
Gestionnaire projet



Mónica Marco,
Coordonnatrice en
communication



NJ Torres Jacobson,
Agente de communication



Fr. Luc-Thomas Somme,
Coordonnateur
Programme Académique



Isis Alves,
Stagiaire



Tobias Krachler
Responsable plaidoyer



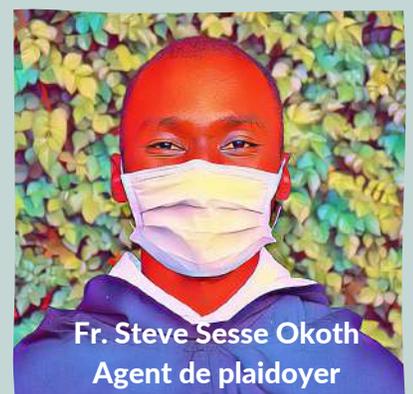
Margot Kainz
Agente de plaidoyer



Elisabeth Vondrous
Agente de plaidoyer



Jean-Claude Loba Mkole
Agent de plaidoyer



Fr. Steve Sesse Okoth
Agent de plaidoyer

Dominicans 
for justice and peace

DONATION

Veillez visiter
www.un.org

"Si tu veux la paix, agis pour la justice"

- Pape Paul VI